

ALAIN CAILLÉ

L'URGENCE D'UN
MODÉRANTISME RADICAL
S'ÉMANCIPER SANS S'ÉTRIPER

INGED/MAUSS

Maquette et composition :
INGED L'INGÉNIERIE ÉDITORIALE.
2, ALLÉE DE LA PLANQUETTE – 76840 HÉNOUVILLE.

ISBN 2-914819-69-2

Avant-propos

C'est sans doute assez présomptueux, mais au vu de l'exacerbation croissante des polémiques actuelles sur l'islam, le décolonialisme, la *cancel culture*, le féminisme radical, la laïcité, etc. il m'a paru urgent (d'où, d'ailleurs, le titre que j'ai choisi) de publier cet appel à un modérantisme radical. Pour le sortir chez un éditeur et accéder aux librairies il m'aurait fallu attendre au moins six mois, ou, plus vraisemblablement neuf à douze. Or, je pense que l'élection présidentielle (et, avant elle, les régionales) ont de bonnes chances de se polariser sur ces thèmes.

Ce qui est présomptueux c'est de croire qu'un appel au calme lancé par moi puisse avoir le moindre effet. Mais sait-on jamais ?

Les voies du cheminement des idées sont encore plus impénétrables que celles du Seigneur. J'ai donc choisi d'utiliser la facilité que m'offre la décision prise il y a un an par la *Revue du MAUSS* de créer une collection, « Les Extras du MAUSS », vouée à accueillir des livres que les éditeurs ne voudront pas prendre le risque financier de publier mais qui nous semblent pourtant mériter de l'être. Ces ouvrages, n'étant pas diffusés par les diffuseurs habituels, ont peu de chances de se trouver en librairie, mais il est possible de les commander sur le site www.revuedumauss.com, et maintenant également via celui des éditions Le Bord de l'eau.

Comme j'aimerais que les idées défendues ici puissent circuler rapidement, j'ai voulu que la version numérique de cet ouvrage soit en accès gratuit sur le site du MAUSS (www.journaldumauss.net) et sur celui du convivialisme (www.convivialisme.org). Les lecteurs qui préfèrent lire sur papier trouveront sur ces sites le lien permettant de passer commande.

Introduction

Voilà à peu près où nous en sommes en France comme dans un nombre croissant de pays, aux États-Unis par exemple : plus personne n'écoute ou ne croit en personne en dehors de ce que les sociologues appellent son ou ses groupes d'appartenance. Groupes d'appartenance qui sont autant de groupes de croyance. Chacun de ces groupes dispose en effet de ses propres canaux d'information et de discussion exclusifs, pour l'essentiel des réseaux sociaux, Facebook, Twitter, Instagram, Snapchat, etc. Seuls eux sont censés dire la vérité. Les autres groupes d'appartenance et de croyance, et notamment les media nationaux, de plus en plus, on les ignore ou on les hait. Les groupes

d'appartenance et de croyance se transforment ainsi en groupes de colère et de détestations partagées.

Cette coalescence des groupes d'appartenance, de croyance et de détestation n'est pas seulement le fait des classes dites populaires, et tout aussi aisément dites « complottistes », face aux « élites » ; ou des bandes de jeunes qui s'affrontent, jusqu'à la mort parfois, pour un oui, pour un non, pour le seul plaisir d'apparaître héroïques sur les réseaux sociaux. Entre intellectuels, entre membres du showbiz, entre sympathisants politiques également (l'affrontement entre supporters de Trump ou de Biden a été de ce point de vue exemplaire), on reste largement dans l'entre-soi, et le ton et la violence montent jour après jour. Partout, de plus en plus, on n'existe qu'en participant à la dénonciation et à la stigmatisation d'adversaires le plus souvent largement imaginaires et inventés pour les besoins de la cause (mais qui, bien sûr, du coup le deviennent réellement). Comment les démocraties pourraient-elles survivre longtemps à cette dislocation multidimensionnelle de l'espace public ?

D'où vient-elle ? On n'en finirait pas d'analyser les causes de cette explosion d'un monde qui devrait être en principe commun au moins à tous les habitants d'un même pays. Pour ma part, j'en vois deux séries principales qui entretiennent entre elles des liens aussi paradoxaux qu'étroits.

La première tient à l'hégémonie désormais mondiale du néolibéralisme. Celui-ci repose sur le postulat que la société n'existe pas (*there is no such thing as society*, comme l'exprimait si clairement et radicalement Margaret Thatcher), qu'il n'y a que des individus (et leur famille), et que le seul mode de relation possible et souhaitable entre eux est la concurrence généralisée de tous contre tous. Ce postulat est devenu la norme universelle. Il plonge les individus en question, ainsi principiellement désocialisés, dans une désolation ou dans un désarroi sans fond, qui ne trouvent comme remède que le refuge dans la famille et dans les groupes d'appartenance. Groupes d'appartenance eux-mêmes en concurrence avec tous les autres, et donc de plus en plus haineux¹.

1. Bien sûr, je force le trait, mais la tendance est là, bien réelle et toujours plus actuelle.

La seconde série de causes est le résultat à la fois de la première et de l'aboutissement de l'irrésistible dynamique démocratique si bien analysée par Tocqueville dans *De la démocratie en Amérique*. Chacun veut être (au moins) l'égal de tous les autres. Personne ne supporte plus la moindre infériorité et donc, la moindre supériorité. Les sociétés volent en éclats et avec elles toutes les hiérarchies héritées. Les dominations passées, les inégalités, les mépris, les exploitations, les colonisations, les stigmatisations qui semblaient hier légitimes, naturelles, allant de soi ou à tout le moins tolérables, apparaissent désormais au grand jour pour ce qu'elles sont : intolérables. Après *Me-Too* et après la vague (le tsunami plutôt) de mises au grand jour de multiples cas de harcèlement sexuel dans toutes les franges de la société, plus jamais la domination masculine n'apparaîtra supportable. On découvre aujourd'hui chaque jour avec effarement de nouvelles victimes d'inceste ou de pédophilie. Ce qui restait caché et tu hier, ne l'est plus aujourd'hui. Le racisme est définitivement insupportable. Les crimes coloniaux même anciens, à com-

mencer par l'esclavagisme, ne peuvent plus être passés sous silence. Etc.

Cette libération de la parole, cette prise de conscience de la violence, des violences multiples, qui ont tissé la trame de l'histoire commune de l'humanité, ne peuvent pas être vues autrement que comme un gigantesque progrès de l'esprit humain et de sa capacité morale. Ce progrès, il faut à tout prix le mettre à l'abri des effets pervers qu'il pourrait entraîner. À l'abri du *backlash*, du retour de manivelle, bien sûr, qui se traduirait par un retour en force du virilisme machiste, du racisme, des régimes autoritaires ou des intégrisme religieux. Mais il doit être mis à l'abri également, et c'est le plus difficile à bien penser, du renforcement de l'hégémonie néolibérale que cette libération risque d'alimenter à son corps défendant. En ne voulant voir que des individus sans qualité, sans sexe, sans couleur de peau, sans insertion sociale définie, le néolibéralisme peut en effet se présenter avantageusement comme le grand libérateur et le grand égalisateur universel, même s'il n'égalise qu'en démultipliant les inégalités, et ne libère qu'en renvoyant cha-

cun à sa solitude, à son impuissance, et *in fine* à son aliénation.

Le grand défi auquel nous sommes désormais confrontés est donc de réapprendre à nous parler et à débattre en tant ensemble, majoritairement, de desserrer la tunique de Nessus que représente le néolibéralisme, idéologie d'un capitalisme rentier et spéculatif. Nos sociétés, nos passés sont pétris de violences, voilà désormais l'évidence. Faut-il pour autant en faire table rase, n'en rien garder, au grand risque de ne plus exister que sur et par le marché mondial, qui détruit allègrement la nature et nos solidarités ? Comment, au contraire, telle est la question, pourrions-nous rebâtir un monde commun, vivre ensemble (dans la préservation de notre environnement naturel), nous regarder et nous écouter au lieu de rester chacun dans son cocon de haine ? Pour cela il importe avant tout de comprendre l'infinie complexité des montages sociaux qui se sont succédé dans le temps et dans l'espace, tous ou presque porteurs d'injustices mais aussi, pour beaucoup, d'arts de vivre, et de sens. De comprendre égale-

ment l'infinie complexité des processus de libération. Il ne suffit pas de dénoncer les dominations subies pour se retrouver automatiquement du côté du vrai et du juste, immunisé contre tout désir de domination en retour. Avec l'accélération permanente de nos modes de vie, si bien mise en lumière par le sociologue-philosophe Hartmut Rosa, plus personne n'habite véritablement dans le même espace-temps social et historique. C'est ainsi, par exemple, que les féministes musulmanes ne se reconnaissent guère dans le féminisme occidental, parce que, tout en subissant plus que les femmes occidentales le poids du machisme, elles n'entendent ni renoncer à l'art de vivre qui s'est forgé à travers les siècles dans le cadre de l'islam, ni participer à la stigmatisation de leurs pères ou de leurs frères. De même, les féministes occidentales d'un certain âge qui avaient réussi à rééquilibrer au moins pour partie leurs rapports avec leurs contemporains masculins, ont du mal à se reconnaître dans la substitution symbolique du « genre » au « sexe », et à abjurer la différence des sexes. Ou encore, les colonisés d'hier qui

aspiraient à la reconnaissance des colonisateurs, n'admettent guère le rejet des valeurs républicaines par ceux de leurs enfants ou de leurs petits-enfants qui leur préfèrent le djihad. Etc.

Entre tous ces points de vue, entre tous ces rapports si différents au temps et à l'espace il n'existe pas de point de vue de surplomb depuis lequel on pourrait décréter à coup sûr lequel est le plus juste. Mais on voit bien lesquels ne sont assurément **pas** justes et doivent donc être combattus comme tels : il s'agit précisément de ceux qui croient déterminer à coup sûr la vérité et qui, forts de cette certitude, refusent d'entendre les autres et de leur accorder la moindre valeur ou pertinence. Tous ceux qui absolutisent et hypostasient leur adversaire : l'islam, l'occident, les hommes, les femmes, le populisme, la classe politique, etc. Ou encore, pour faire référence aux débats en cours, le point de vue de ceux qui veulent interdire de parole ou d'écriture ceux qui n'ont pas le bon sexe, la bonne sexualité, la bonne couleur de peau. Bref, la *cancel culture*. Ou encore, ceux qui croient voir des islamo-gauchistes

partout², ou ceux qui, à l'inverse refusent ou craignent de s'insurger contre la *cancel culture* et l'interdiction faite à ceux que l'on n'aime pas – Elisabeth Badinter, Alain Finkielkraut, Sylviane Agacinski, Marcel Gauchet, François Hollande, Marine Le Pen, par exemple, etc. –, de s'exprimer en public. Ceux qui s'autorisent à militer pour de telles interdictions croient être à la pointe de la lutte pour l'émancipation. Ils ne sont à la pointe que de la lutte pour une aliénation encore pire que celle qu'ils combattent.

C'est dans ce contexte que nous avons absolument besoin de développer et de défendre ce que je propose d'appeler un *modérantisme radical*, ou encore une *radicalité radicalement modérante*. Une radicalité

2. À l'université notamment, à en croire la ministre de l'Enseignement supérieur, où il serait pourtant bien difficile d'en trouver un seul. Il est curieux et instructif de constater que le terme islamo-gauchisme, forgé par le politologue Pierre-André Taguieff pour stigmatiser le soutien apporté à la cause palestinienne par une frange de la gauche radicale soit utilisé pour dénoncer la pensée décoloniale et, au-delà, la *cancel culture* qui n'ont à peu près rien à voir avec la question palestinienne.

bien tempérée, si l'on préfère. Nous avons besoin de radicalité pour révéler et rendre intolérables toutes les dominations et les injustices. Mais nous avons aussi besoin que cette radicalité soit radicalement, intraitablement, modérantiste pour ne pas basculer dans son contraire et échouer dramatiquement, en se révélant plus oppressive que libératrice. Voilà un objectif difficile à penser et à réaliser, et notamment pour les jeunes qui ont besoin de s'opposer à un adversaire à portée de mains, clairement identifiable³. Mais il est primordial si nous voulons reconstruire nos sociétés démantelées par près d'un demi-siècle de néolibéralisme. Il s'agit, en quelque sorte, d'introduire dans le champ des idées une *stratégie de non-violence intellectuelle*. Cette non-violence qui n'a rien à voir avec la passivité ou la lâcheté⁴ – c'est tout le contraire –, qui a si bien réussi à Gandhi dans sa lutte contre les colonisateurs anglais.

3. Mais ce qui est facteur d'espoir c'est que les jeunes générations actuelles sont d'une exigence sourcilieuse sur la démocratie et le pluralisme.

4. Mais beaucoup avec ce que Jean Birnbaum appelle *Le courage de la nuance* (Seuil, 2021).

Qu'elle ne relève pas de la lâcheté mais bel et bien du courage, c'est ce qui apparaîtra vite lorsqu'on verra la levée de boucliers qu'elle pourrait susciter. Comment ça ? Tolérer l'infâme (ceux qui ne pensent pas comme moi) ? C'est infâme !

Voilà dans quel esprit il m'a semblé utile, voire urgent au vu des polémiques en cours, de rassembler trois petits textes écrits à l'usage de mes amis convivialistes. Ce n'est pas le lieu de présenter le convivialisme⁵. Je n'en dirai ici que l'essentiel : sous ce même drapeau cohabitent et discutent, et s'accordent même parfois, depuis quelques années déjà, des personnes (des personnalités...) d'un peu tous les pays maintenant, en provenance de bords idéologiques très divers, voire opposés. La chose est donc possible, il est donc concevable de s'opposer et de discuter sans se massacrer. Bonne nouvelle, non ? J'en déduirais bien pour ma part que le

5. Les lecteurs intéressés liront le *Second manifeste convivialiste. Pour un monde post-néolibéral* (auteur : Internationale convivialiste), Actes Sud, 2020. Ou ils consulteront son site : www.convivialisme.org.

convivialisme est un modérantisme radical. Et réciproquement.

P.S. Le premier texte approfondit les raisons d'opter pour un modérantisme radical. Le deuxième détaille la situation de guerre civile larvée dans laquelle nous nous trouvons. Le troisième est un plaidoyer pour une éthique de la discussion convivialiste, qu'on pourrait aussi bien présenter comme un choix de non-violence intellectuelle⁶.

6. Celui qu'a mis en œuvre, sans le dire en ces termes, la *Revue du MAUSS* depuis ses débuts. Il y a quarante ans.